

SOMMAIRE

- **APEC : grève sur fond d'inquiétude pour l'avenir**
- **Journée du Patrimoine : la CGT-Culture dénonce une situation préoccupante**
- **Dépenses de santé : près d'un euro sur dix reste à la charge des assurés**
- **Sanctions à l'école : 13 organisations demandent un vrai débat au ministre**
- **Pôle emploi : 4 syndicats appellent à la grève le 9 novembre**
- **« Travailler plus pour gagner plus » : là encore, les femmes sont défavorisées**
- **Suicides à France Télécom : un nouveau contrat social peu convaincant**
- **Aviation : besoin d'un million de techniciens et pilotes**
- **Retraites aux États-Unis : il manque 6 600 milliards de dollars pour maintenir le niveau de vie des seniors**
- **Jeunes et syndicalisme : énorme succès du Campus pour l'Emploi**

ÉDITO

L'HEURE C'EST L'HEURE... ET LE 23 C'EST TOUJOURS L'HEURE

Nicolas a dit 15 heures le 15 septembre : le train de la réforme passe sous les quolibets de l'opposition, mais surtout contre l'avis d'une large majorité de salariés et de citoyens. On savait depuis des mois que le président de la République avait décidé de faire passer la réforme des retraites en mode accéléré pour s'affranchir de toute contestation. Aussi la mascarade du vote à l'Assemblée le 15 sep-



tembre dernier n'a surpris personne. Mais elle reste néanmoins saisissante par la brutalité avec laquelle cette droite décomplexée ne fait même plus semblant... Au risque même de faire basculer dans le camp des sceptiques nombre de ses électeurs qui dans les récents sondages indiquent que le gouvernement devrait lâcher du lest. Le projet de loi Woerth va donc maintenant passer devant le Sénat à partir du 5 octobre, puis reviendra pour une seconde lecture devant les députés. Les organisations syndicales sont donc parfaitement dans le vrai quand elles clament haut et fort que rien n'est encore joué et que les salariés doivent maintenir la pression et se mobiliser plus nombreux le 23 septembre, cette semaine. Et dans une déclaration, les sept organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, UNSA, CGC, Solidaires et CFTC indiquent qu'elles poursuivent la réflexion sur les suites à donner à cette journée du 23 septembre qui s'annonce déjà comme très puissante

et qui bénéficie d'un soutien accru de l'opinion dans les enquêtes et sondages. La question posée aux syndicats est dans les jours à venir de convertir ce soutien en mobilisation par des participations plus larges aux grèves et aux manifestations. C'est d'autant plus important que le gouvernement entend poursuivre la mise en pièces de la protection sociale solidaire à l'occasion dès le 28 septembre du

projet de loi de finances de la Sécurité sociale 2011. En plein débat sur les retraites, les pistes du gouvernement pour soulager le déficit de l'assurance maladie, l'autre fardeau de la Sécurité sociale, ont commencé à filtrer dans la presse, suscitant déjà la polémique sur des mesures touchant aux remboursements des assurés. Les médicaments remboursés à 35 % par la Sécurité sociale, les « vignettes bleues », ne seraient plus qu'à 30 %. Le remboursement pour les consultations de ville passerait de 70 % à 69,5 %. A l'hôpital, la franchise de 20 % sur les actes ne porterait plus seulement sur 91 euros mais sur 120. Des mesures limiteraient par ailleurs les cas de transports sanitaires pris en charge à 100 % pour les patients en affection longue durée. Les semaines et les mois à venir vont être particulièrement déterminants pour l'avenir d'un modèle social à la française qui n'aura bientôt plus de social que le nom.

APEC : grève sur fond d'inquiétude pour l'avenir



Les personnels de l'Association Pour l'Emploi des Cadres étaient appelés à la grève le 17 septembre par l'ensemble des syndicats (CFDT, CFE-CGC, FO, CFTC, CGT) pour « empêcher la dislocation de l'APEC » et pour sauvegarder les emplois. Cette action risque bien de ne pas être la dernière sur ces questions car les inquiétudes demeurent depuis notamment que l'APEC n'est plus le prestataire automatique pour l'accompagnement des cadres, mais mis en concurrence par appel d'offres. Les syndicats veulent assurer « la sauvegarde des emplois, garantir le mode de financement de l'association basé

principalement sur une cotisation, maintenir la qualité des prestations au service de l'emploi des cadres, préserver la spécificité de l'APEC et son modèle économique, empêcher la dislocation de l'APEC, faire cesser la dégradation du dialogue social en interne ».

Journée du Patrimoine : la CGT-Culture dénonce une situation préoccupante

Alors que les Journées du Patrimoine battaient leur plein ce week-end, la CGT-Culture a dénoncé samedi la « situation détériorée et très préoccupante » de « nombre de monuments, musées, institutions culturelles et sites archéologiques ». Ces journées se déroulent « dans un contexte de crise aiguë pour la culture », affirme le syndicat dans un communiqué. « Crédit rabaotés, des centaines d'emplois détruits, le ministère de la Culture est l'une des cibles privilégiées de la politique de rigueur pilotée depuis l'Élysée », considère la CGT-Culture. « Après avoir déjà durement cogné sur le ministère et ses personnels » avec la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), le gouvernement se prépare « à poursuivre dans la voie des coupes budgétaires et de réduction drastique des moyens de fonctionnement », déclare la CGT. « Déjà les conditions d'accueil du public au quotidien se sont considérablement dégradées. De l'aveu même des présidents du Louvre, d'Orsay et du Centre Pompidou, le désengagement de l'État met leurs établissements sous tension », ajoute la CGT.



Dépenses de Santé : près d'un euro sur dix reste à la charge des assurés

La part des dépenses de santé qui reste à la charge des ménages français, après remboursements par la Sécurité sociale et les complémentaires santé, s'est stabilisée à 9,4 % en 2009, selon les comptes de la santé publiés vendredi par la Drees (statistiques des ministères sociaux). L'étude de la Drees se penche également sur le mode de financement de ces dépenses : la Sécurité sociale en a pris en charge 75,5 % en 2009, comme en 2008, tandis que les complémentaires santé (mutuelles, assurances privées) en ont financé 13,8 % (contre 13,7 % en 2008, cette part était de 12,2 % en 1995).

Sanctions à l'école : 13 organisations demandent un vrai débat au ministre



Treize organisations du milieu éducatif, dont les principaux syndicats enseignants, les lycéens de l'UNL et les parents d'élèves de la FCPE, ont demandé jeudi au ministre, Luc Chatel, un « réel débat » sur les sanctions à l'école, qualifiant sa méthode d'« inadmissible ». Alors que le Conseil Supérieur de l'Éducation (CSE) du 1^{er} juillet avait repoussé le débat sur cette question en raison de désaccords, « deux mois après, force est de constater que la concertation promise n'a toujours pas eu lieu. Le ministre persiste à présenter le même texte, à la virgule près, au CSE du 30 septembre prochain sans même communiquer le projet de circulaire d'application », écrivent-elles. Luc Chatel avait

présenté le 26 août, dans un entretien au *Figaro*, le contenu de la réforme qu'il compte faire passer. Selon lui, toute « violence verbale » devra donner lieu à une procédure disciplinaire et toute violence physique à un conseil de discipline.

Pôle emploi : 4 syndicats appellent à la grève le 9 novembre

Quatre syndicats de Pôle emploi (SNU, SUD, SNAP et CGT) appellent à une grève nationale le mardi 9 novembre, au lieu du 5 octobre, pour demander une amélioration des conditions de travail et d'accueil des demandeurs d'emploi. Depuis l'ouverture de Pôle emploi en janvier 2009, les agents se heurtent à une forte charge de travail liée au nombre croissant de demandeurs d'emploi et aux dysfonctionnements générés par le regroupement de l'ANPE avec les Assedic. Les propositions de la direction pour améliorer les conditions de travail ont été jugées vides et rejetées par une majorité de syndicats. Cet échec est intervenu après plusieurs mois de négociations depuis janvier et après qu'une vaste enquête par questionnaire a démontré la situation de travail tendue d'une majorité d'agents. Il y a eu cinq tentatives de suicide fin 2009.



« Travailler plus pour gagner plus » : là encore, les femmes sont défavorisées



La mesure gouvernementale en faveur des heures supplémentaires a bénéficié davantage au pouvoir d'achat des salariés hommes qu'à celui des salariées femmes, selon des données de l'Insee consultées mercredi. En 2008, première année pleine pour cette mesure, le salaire mensuel moyen net des hommes occupant un poste à temps complet a progressé plus vite qu'en brut (+ 0,9 % à 2 219 euros nets contre + 0,8 % à 2 945 euros bruts). On n'observe pas cet effet pour les femmes (+ 0,5 % à 1 795 euros nets et + 0,5 % à 2 401 euros bruts). Les syndicats avaient critiqué la mesure en 2007, qualifiée d'injuste, notamment parce que les femmes bénéficient moins d'heures supplémentaires que leurs collègues masculins. Les raisons sont diverses et tiennent aux secteurs d'activité où elles travaillent mais aussi au partage des tâches familiales.

Suicides à France Télécom : un nouveau contrat social peu convaincant



Après une série de suicides dans le groupe, France Télécom-Orange a présenté vendredi aux syndicats son « *nouveau contrat social* ». Ce document sera dévoilé à la presse mardi et envoyé « *dans les prochains jours* » au domicile de tous les salariés français du groupe, a précisé la direction. Il décline les principaux engagements de la direction : l'emploi (10 000 recrutements d'ici 2012, un meilleur accompagnement des salariés dans leur parcours professionnel), l'organisation du travail (la fin de l'hypercentralisation des décisions), ou encore « *une qualité de vie au travail améliorée* » (avec un « *réseau* » destiné à mieux prévenir les risques psychosociaux). Autres promesses : des ressources humaines plus proches des salariés, l'évolution des pratiques managériales et

une « *rétribution équitable* », basée à la fois sur des augmentations générales et individuelles. Le « *nouveau contrat* » détaille aussi les accords déjà conclus entre direction et syndicats depuis septembre 2009 sur la mobilité, l'équilibre vie privée-vie professionnelle, le stress, etc.

« *C'est une compilation d'engagements existants et qui ne sont pas tous tenus. Il faut aller beaucoup plus loin* », a estimé Christian Mathorel (CGT), tandis que du côté des autres organisations syndicales on souligne un document de communication qui ne comblera pas le fossé entre le discours et la réalité vécue par les personnels, ou bien encore une « *déclaration d'intentions* ». Ce « *nouveau contrat* », censé marquer l'entrée du groupe « *dans une phase post-crise* », survient alors que cinq agents se sont donné la mort en moins de quinze jours, entre fin août et début septembre, ce qui porte à 23 le nombre de suicides depuis janvier.

Jeudi, Stéphane Richard a présenté ces suicides comme « *des drames de la vie, sans lien entre-eux* » et « *a priori sans lien avec l'entreprise* ». Tout en affirmant que « *beaucoup de choses* » avaient changé depuis un an, il a expliqué qu'il ne « *fallait pas lâcher la pression* » et promis de « *tout faire* » pour éviter des suicides « *à cause de l'entreprise* ».

Mais « *la crise sociale interne persiste* », a déploré Christian Mathorel pour la CGT, qui avec les autres syndicats, rencontrera lundi le directeur général de France Télécom à ce sujet.

Aviation : besoin d'un million de techniciens et pilotes

Après que cet été, l'Agence Internationale du Transport Aérien (IATA) a fait état d'une reprise plus forte que prévu du trafic aérien, dopé par l'Asie, notamment la Chine, après la crise économique, le constructeur américain a indiqué dans une conférence de presse qu'il sera nécessaire d'embaucher 466 650 pilotes et 596 500 personnels de maintenance (techniciens et mécaniciens) entre 2010 et 2029 pour faire face à la hausse de la flotte aérienne et au remplacement des personnels partant à la retraite.

La croissance sera particulièrement forte en Asie, en premier lieu en Chine, avec 180 600 nouveaux pilotes et 220 000 techniciens.

Dans le même temps, l'Amérique du Nord aura besoin de 97 350 pilotes et 137 000 personnels de maintenance et l'Europe de 94 800 et 122 000 respectivement.



Retraites aux États-Unis : il manque 6 600 milliards de dollars pour maintenir le niveau de vie des seniors



Des centaines de milliers de retraités et de salariés en activité ont été spoliés par la crise financière aux États-Unis démontrant ainsi que le système par capitalisation n'était pas en mesure d'encaisser les crises, mais aussi qu'il était lui-même en partie responsable de la spéculation financière par la mise sur le marché des liquidités des cotisations des travailleurs. Mais voilà que selon les calculs d'une étude universitaire publiée mercredi aux États-Unis, il manque 6 600 milliards de dollars aux Américains pour maintenir leur niveau de vie durant leur retraite. Ce chiffre, qui équivaut à 45 % du PIB des États-Unis, représente « le fossé entre l'épargne retraite et les pensions que les ménages

américains ont aujourd'hui et ce qu'il leur faudrait pour maintenir leur niveau de vie », a indiqué dans un communiqué le commanditaire de cette étude, l'association Retirement USA.

Ceci démontre, s'il était encore besoin, que quelque soit la technique de financement (répartition ou capitalisation), la question du financement et du vieillissement reste posée.

Jeunes et syndicalisme : énorme succès du Campus pour l'Emploi

Le campus pour l'emploi animé par l'UGICT-CGT à la fête de l'Humanité les 11 et 12 septembre (voir <http://campuspourlemploi.wordpress.com/>) a connu un énorme succès avec pas moins de 12 débats portant sur les préoccupations des jeunes : stages, premier emploi, LMD, engagement, violence, apprentissage...

Le tout avec des intermèdes musicaux et une soirée Salsa très réussie.

Plus de 600 jeunes ont participé aux différents débats et les cartes postales de syndicalisation UGICT-CGT ont été dévalisées.



À VOS AGENDAS !

« ÉTATS GÉNÉRAUX DES PROFESSIONS TECHNICIENNES »

reportés au jeudi 13 janvier 2010

(initialement prévus le 23 septembre 2010)

Une initiative de l'UGICT-CGT envers les jeunes diplômés aura lieu les 14 et 15 octobre 2010 au Salon « Paris pour l'Emploi » (50 000 visiteurs) où l'UGICT-CGT aura un stand.

60 ANS
À TAUX PLEIN
J'Y TIENS !



Aller sur le site :

www.60ansatauxpleinjytiens.com